



## CONSEIL NATIONAL des 18 et 19 février 2017 Résolution politique adoptée

### Fédérer pour la victoire

*Le Parti de Gauche s'est créé pour œuvrer à la révolution citoyenne, l'insurrection citoyenne qui par les urnes permet au peuple de reprendre en main son destin. A moins de trois mois de l'élection présidentielle, le défi à relever est plus que jamais de fédérer le peuple autour du programme « l'Avenir en commun » de la France insoumise. Des aspirations « démagistes » montent dans le pays. Elles ne sont pas homogènes, diffèrent par leur forme et leurs objectifs, mais se rejoignent sur le refus de voir ceux qui ont gouverné depuis dix ans continuer à sévir. A nous de cultiver cette énergie pour la transformer en insurrection civique. A nous de faire de cette campagne électorale un grand moment d'éducation populaire, d'implication citoyenne. C'est la condition de notre victoire.*

#### **Des aspirations « démagistes » qui se cherchent...**

La campagne de la présidentielle et des législatives s'accélère. Aucun pronostic fiable n'est envisageable. Les aspirations « démagistes » sont bien là. Leurs effets récents sont connus : les électeurs de droite ont délogé Sarkozy tout en se portant sur une ligne bien à droite portée par Fillon. Ceux qui se sont déplacés à la primaire du PS ont fait de même en mettant en échec la ligne Valls avec le vote Hamon, sur un contenu perçu plus à gauche et qui valide la ligne sociale et antigouvernementale que nous avons incarnée pendant le quinquennat Hollande.

C'est une colère froide, de celles et ceux qui triment et ne se sentent pas représentés par la clique des ministres qui leur ont fait subir une politique antisociale tout du long du quinquennat, dans la lignée du précédent. Celles et ceux qui sont excédés par la duperie d'un Président qui prétendait s'attaquer à la finance mais n'a cessé de la servir.

Le discrédit de la classe politique s'alimente du spectacle affligeant du candidat Fillon qui, à peine désigné, est déjà rattrapé par ses affaires. Si l'éviction du candidat de la « droite assumée » se vérifiait, le système sait qu'il peut compter sur d'autres. Le banquier Emmanuel Macron, soutenu par nombre de dirigeants du CAC 40, incarne une droite masquée. Lui aussi traîne ses affaires. Il aurait utilisé 120 000 € sur les crédits de Bercy lorsqu'il était Ministre de l'Économie pour le lancement de son mouvement « En Marche ». De même, le FN est le parti dont les élus ont le plus d'affaires judiciaires en cours : corruption, emplois fictifs et détournements de fonds.

Le chantre des saignées austéritaires qui promet de supprimer 500 000 postes de serviteurs de l'État s'est bien servi pour lui-même dans ses caisses ! Il incarne toute l'arrogance de la caste, incapable de comprendre l'indécence des sommes colossales d'argent public en jeu dont il a fait bénéficier sa famille dans un pays de 9 millions de pauvres. Rémunéré hier par le grand groupe Axa assurances dont il a intégré l'ex-PDG dans son équipe de campagne, il incarne la logique oligarchique du serviteur des lobbys des rapaces de la finance, bien disposé à s'attaquer à la Sécurité sociale.

Parmi toutes celles et ceux que la politique récente a profondément désorientés au point de ne plus se reconnaître dans les clivages gauche/droite, ces aspirations « démagogiques » se cherchent. Plus d'un électeur-trice sur deux ne sait pas s'il/elle ira voter ou pour qui il/elle ira voter. Ils peuvent tout aussi bien se réfugier dans le rejet et la haine de l'autre, l'illusion de l'individualisme et de l'ultralibéralisme, se maintenir dans l'abstention ou s'orienter vers le projet que nous portons.

### **Trois règles en débat : la règle brune, la règle d'or et la règle verte !**

La campagne avec l'ensemble des candidats désignés commence maintenant. Et dans le contexte de forte instabilité politique, trois grandes conceptions se dégagent nettement que l'on peut résumer autour de trois règles : la règle brune de Le Pen, la règle d'or de Macron, et la règle verte et humaniste de Jean-Luc Mélenchon.

Avec son projet de constitutionnaliser la préférence nationale, la candidate du FN assume d'incarner comme son père en son temps un programme clairement xénophobe de chasse aux étrangers, antisocial, anti-écologique, de recul des droits des femmes et LGBT, et de repli nationaliste. La couleur est annoncée : c'est la fin des valeurs républicaines, de la laïcité, de l'égalité des droits et de la protection sociale héritée de 1945. En volant les mots de la classe défavorisée pour s'assurer leurs votes sans réellement répondre à leurs besoins, Marine Le Pen tente de se présenter en candidate « anti-système » sans jamais remettre en cause ni le capitalisme ni le système libéral au pouvoir. Elle présente un projet de société nauséabond et mensonger.

Avec l'ex banquier de chez Rothschild, l'ancien rédacteur du rapport Attali sous Sarkozy, l'ex-conseiller à l'Élysée de Hollande puis ex-ministre des Finances de Valls, c'est la règle d'or qui domine. Bien que sans programme, sa ligne est claire : l'ultralibéralisme libre et non faussé 100% compatible avec les institutions et traités européens. Le VPR d'Uber - la plateforme esclavagiste largement financée par la Goldman Sachs - promet de faire émerger « *le CAC40 de dans 10 ans* ». Il espère vendre le rêve à la jeunesse de devenir millionnaire mais transformerait bien la société en vaste marché à la sauvette par la dérégulation généralisée et la mise en concurrence de tous les salariés, la condamnant à une paupérisation digne des tâcherons du 19<sup>e</sup> siècle. Le candidat du système, soutenu par tant de unes médiatiques incarne et accélère le projet de créer un parti démocrate, tel que le souhaitaient Hollande et Valls dans la lignée de Blair et Schröder. C'est en réalité la même ligne, cette même règle, qu'empruntera le candidat des Républicains, quel qu'il soit au final.

Jean-Luc Mélenchon, candidat de la France insoumise, porte la constitutionnalisation de la règle verte, symbole de notre projet écosocialiste qui place la protection de notre écosystème en intérêt général humain supérieur adossé à la redistribution des richesses. Il incarne la rupture avec la monarchie présidentielle et propose de refonder la République par la Constituante. Il incarne la rupture avec la politique de l'offre et les vieilles recettes libérales en défendant la relance vertueuse de l'économie par l'investissement utile socialement et tournée résolument vers la transition écologique, avec un objectif de plein emploi par la réduction du temps de travail et la sécurité sociale intégrale. Il incarne une haute ambition d'un progrès humain partagé au service de nos émancipations. Avec lui, la méthode est claire : la sortie des traités, soit tous ensemble par une renégociation de fond en comble de l'actuelle UE - c'est le plan A - soit par une sortie unilatérale avec les pays qui le souhaitent - c'est le plan B. Et ce sera au peuple de trancher, à l'issue des négociations, par référendum. Avec lui se décline la volonté d'une France indépendante résolument engagée pour la paix, commençant par la sortie de l'OTAN.

## Fédérer par la clarté !

La défaite de Valls aux primaires est une bonne chose. Elle indique la disponibilité de beaucoup d'électeurs pour qui la gauche ne s'est pas dissoute dans les eaux glauques du quinquennat. Ce peut être un appui pour rendre notre projet majoritaire. Vainqueur des primaires, Benoît Hamon dit justement souhaiter une majorité gouvernementale. Pourquoi pas ? Mais plutôt que d'être fidèle au message de ceux qui ont choisi son bulletin pour dégager Valls, le voilà qui s'enferme aussitôt dans les compromis avec l'ensemble des ministres et députés sortants responsables des lois qu'il faudra abroger. Les électeurs et électrices ne veulent pas se faire enfumer par un énième discours du Bourget. La question n'est pas « d'offrir des têtes sur des piques », mais bien concrètement de se donner les moyens d'appliquer les engagements forts d'une campagne. L'abrogation de la loi travail en est un exemple déterminant. Si la remise en cause des investitures de celles et ceux qui ne s'y sont pas opposés n'est prétendument pas incontournable, que le gouvernement abroge la loi travail dans les trois mois qui nous séparent de l'élection !

Mais force est de constater qu'en moins d'une semaine après le 2<sup>e</sup> tour des primaires, l'adage « *dorénavant, c'est comme auparavant* » s'est une fois de plus traduit à l'Assemblée nationale. Le vendredi 3 février, le groupe PS - tous courants confondus - incapable de trancher en faveur de la radicalité, vidait par amendement la loi féministe défendue par Marie-George Buffet et s'abstenait au lieu de voter pour le refus par la France de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, le CETA. Et le dimanche, le nouveau candidat était investi par son parti au milieu de ministres, certes clairsemés, mais qui assuraient que leur candidat assumerait le bilan conformément aux demandes du Premier ministre Cazeneuve et du Président Hollande. 64% des 400 candidats investis par le PS, dont les sortants, sont dans les faits tenants de la ligne libérale Valls/Hollande. Sans rupture ni choix, la stratégie de Benoît Hamon ne constitue que l'illusion d'un grand écart intenable.

L'enjeu n'est pas de tenter l'union des contraires, encore moins de préparer le futur congrès du PS, mais bien de fédérer le peuple sur un programme de rupture, avec une majorité à la clé en capacité de gouverner et donc d'appliquer son programme. La majorité des électeurs n'ont pas participé aux différentes primaires et nombre de citoyennes et de citoyens ne se retrouvent plus dans la latéralisation gauche/droite après ce quinquennat de « gauche » qui a mené une politique de droite dont ils ne veulent plus revoir les représentants. Benoît Hamon parle de s'unir dans une majorité gouvernementale ? Il doit donc choisir « *entre eux et nous* ». Sinon il ne sera que le candidat du PS. C'est pourquoi Jean-Luc Mélenchon a écrit à Benoît Hamon pour énoncer les garanties nécessaires à une discussion. Parallèlement, les électeurs de la primaire écologiste ont voté en faveur d'une discussion de Yannick Jadot avec Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, en vue d'un éventuel désistement de leur candidat. Nombre d'entre eux gardent le souvenir cuisant des trahisons de François Hollande après l'accord passé pour 2012 avec EELV, avant qu'ils ne décident de quitter sa majorité gouvernementale. En conséquence, le Parti de Gauche s'adresse à EELV pour qu'il s'inspire des garanties demandées par Jean-Luc Mélenchon.

Nous refusons les méthodes à l'ancienne de tripatouillages sur les circonscriptions législatives ou de répartition des circonscriptions comme s'il s'agissait d'un fromage et que le programme devenait secondaire. Nous disons à celles et ceux qui soutiennent la candidature de Jean-Luc Mélenchon de s'engager pleinement dans la campagne de la France insoumise, qui permet également aux forces politiques comme la nôtre d'y avoir toute sa place, non pas dans un cartel à l'ancienne, mais en se mettant au service d'une dynamique nouvelle et citoyenne. D'ores et déjà, 410 candidat-e-s ont pu être investi-e-s, engagé-e-s dans une charte aux principes clairs, respectueuse de la dynamique collective engagée, d'une éthique politique revendiquée. Elles/ils témoignent de la diversité politique de ce que sont les insoumis-es, issu-e-s du PG, du PCF, d'Ensemble, de la NGS, d'EELV, mais aussi de nombreux syndicalistes, militants associatifs, lanceurs d'alerte et surtout, plus de 250 000 citoyennes et citoyens, engagé-e-s dans la campagne de la France insoumise.

## Vers l'insurrection citoyenne éclairée

D'ores et déjà de nombreux indicateurs sont à saluer : le nombre d'insoumis-es qui ne cesse d'augmenter pour appuyer la candidature de Jean-Luc Mélenchon, l'augmentation et l'ancrage des groupes d'appui, l'explosion dans les réseaux sociaux et sur Youtube et bien évidemment l'affluence croissante dans les meetings, avec la réussite exemplaire tant sur le fond que sur la forme du double meeting holographique « *Aux frontières de l'humanité* ». Regardons aussi d'un bon œil l'augmentation significative du nombre d'inscrits sur les listes électorales, notamment dans les quartiers populaires.

Transformer les aspirations « dégagistes » en insoumission active, tel est l'enjeu de la campagne, au service d'une insurrection citoyenne éclairée. C'est par le programme de « *L'Avenir en commun* » auquel notre parti a fortement contribué que nous y œuvrons, et par notre implication sans relâche dans le développement de la campagne et dans les luttes qui traversent le pays. Nous entendons poursuivre l'appropriation collective du programme de la France insoumise, via la vente du livre programme « *L'Avenir en commun* », les meetings déboulés et réunions publiques sur l'ensemble du territoire ainsi que les événements autour des livrets thématiques qui l'approfondissent. Nous continuons pour se faire d'irriguer la campagne de nos méthodes d'agit' prop' et d'éduc pop' ; notre parti poursuit ses criées dans les métros et les trams, les topos citoyens, les conférences gesticulées et porteurs de parole.

Face à la corruption étroitement liée aux logiques oligarchiques de la 5<sup>e</sup> et de sa caste qui se sert, continuons à porter l'enjeu de la 6<sup>e</sup> République, de la Constituante et de ses propositions concrètes de rupture comme le référendum révocatoire, le non-cumul des mandats, le refus de l'embauche des membres de la famille en tant que collaborateur et plus globalement la question de l'implication et du contrôle citoyen dans l'action publique. Démontrons qu'une police républicaine garante de la sûreté de toutes et tous, respectueuse de l'égalité des droits et des libertés fondamentales est possible et urgente après les intolérables crimes dont ont été victimes Adama Traoré et Théo.

Face aux délocalisations qui se poursuivent et aux plans de licenciement qui s'accroissent du fait de l'application de la loi travail, poursuivons la bataille pour le retour au plein emploi par une politique de relance par l'investissement, de réduction du temps de travail vers les 32h. La transition écologique pour le 100% énergie renouvelable, sortant des énergies carbonées et du nucléaire, la relocalisation de notre industrie, la défense de l'agriculture paysanne, la protection de la biodiversité par l'arrêt du bétonnage destructeur des écosystèmes, l'économie de la mer, nos biens communs, sont autant de thèmes à promouvoir dans la campagne décrivant la force de notre projet écosocialiste de rupture avec la logique du système capitaliste.

Dans l'esprit du programme du CNR, nous portons l'ambition du 100% Sécu, d'une Sécurité sociale professionnelle intégrale, du retour à la retraite à 60 ans. Sortons de nos zones de confort et soyons également en capacité de poursuivre la bataille politique en direction des travailleur-euse-s indépendant-e-s contre l'ubérisation galopante dans le secteur des services, des petits commerçants et artisans précarisés par la politique de l'offre, et leur intégration dans le régime général de la Sécurité sociale en mettant fin au RSI. Impliqués sur tous les territoires dans les luttes pour le maintien et le développement des services publics comme la Poste et l'hôpital public, fédérons les insoumissions.

Face au renforcement des capacités militaires sur le continent européen prétextées par une pseudo menace de la Russie, par les éternels atlantistes aujourd'hui perdus depuis la volte face stratégique majeure de Donald Trump face à la Chine, défendons l'indépendance de la France. Réaffirmons notre universalisme, l'enjeu du respect du droit international au service de la paix, du renforcement des moyens dévolus à l'ONU, seule organisation internationale légitime en ce domaine, des coopérations entre les peuples adossés à notre attachement au protectionnisme solidaire.

Un des principaux leviers permettant la mise en application de notre programme reste celui de notre stratégie Plan A / Plan B face aux institutions et traités européens pour permettre à l'ensemble de ces politiques de pouvoir concrètement être réalisées par la restauration de notre souveraineté populaire. Le Parti de Gauche, à l'initiative du premier Sommet internationaliste du Plan B, continue parallèlement à la campagne à s'y impliquer pleinement et entend le populariser dans la campagne.

## **Conclusion**

Parti creuset et en mouvement depuis notre création, nous travaillons également à notre propre dépassement. Notre implication dans la campagne citoyenne France insoumise, déterminante, en atteste. Tout comme notre capacité, dans le même temps, à poursuivre nos tâches en tant que parti, comme outil d'organisation et d'élaboration de notre intelligence collective au service de l'action. La création de la nouvelle revue « *l'Intérêt Général* » et la grande réussite de sa soirée de lancement autour du thème du premier numéro sur l'enjeu de libérer les médias, en témoigne. Tout comme la poursuite de notre implication dans nombre de cadres unitaires et dans l'ensemble des luttes locales et nationales.

Quelques semaines nous séparent des élections présidentielle et législatives, et la situation est marquée d'une immense instabilité. Un grand rendez-vous majeur est devant nous dans la campagne : toute notre énergie doit se concentrer pour la réussite de la grande marche du 18 mars entre Bastille et République. Elle doit donner à voir la mise en mouvement de toutes les luttes sociales et écologistes qui traversent le pays autant qu'elle va en constituer la force collective, celle d'un peuple qui entend retrouver sa souveraineté, être acteur de son destin, déterminé à écrire une nouvelle page pour construire son avenir en commun.

Rien n'est acquis mais la victoire est possible !